

L'hon. M. Cadieux: Lorsqu'on parle de dossiers en cette matière, on exagère peut-être un peu.

Je n'ai pas vu la déclaration de l'amiral O'Brien, mais je suis sûr que ses propos doivent comporter quelques réserves.

LA HAUSSE DES LOYERS DES MILITAIRES MARIÉS

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de la Défense nationale. A-t-il protesté vigoureusement auprès de son collègue le président du Conseil du Trésor contre l'augmentation extrêmement injuste et inéquitable de \$15 par mois des loyers des logements réservés aux militaires mariés dans nos bases militaires au Canada? En l'occurrence, quel en a été le résultat?

M. l'Orateur: A l'ordre. Il me semble que la question a déjà été posée.

LA POLLUTION

LA RUMEUR D'UN DÉVERSEMENT DE MAZOUT AU LARGE DE L'ALASKA

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, je désire poser au ministre de la Défense nationale une question supplémentaire relative à un présumé déversement de pétrole au large de l'Alaska, qui pourrait se répandre dans les eaux canadiennes et qui pourrait être le résultat d'une fuite en provenance d'un sous-marin. Le ministre est-il au courant de l'incident, et des enquêtes ont-elles été entreprises pour déterminer si la fuite provient d'un sous-marin?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je dois avouer que je ne suis pas au courant de cela, mais il est évident que si la chose s'est produite effectivement, le ministère approprié, en l'occurrence le ministère des Transports, entreprendra une enquête, même si le déversement ne s'est pas produit dans nos eaux. Toutefois, je vérifierai le rapport.

L'HABITATION

L'AFFECTATION D'UNE SOMME DE 56 MILLIONS — LES DIRECTIVES QUANT AUX LOGEMENTS SOCIAUX

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé du logement et a trait à sa déclaration d'hier. Les 56 millions de dollars dégagés du fonds spécial de 200 millions destiné à l'habitation profiteront-ils exclusivement aux constructeurs du secteur privé, ou bien d'autres organismes, coopératives, syndicats et églises, entrent-ils dans le programme?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, sauf erreur, certaines affectations, sur ces 56 millions, iront à des coopératives. En ce qui concerne la totalité des 200 millions, nous ferions bon accueil à des idées soumises par tous les groupes d'entrepreneurs déterminés dans la loi nationale de l'habitation y compris les églises et d'autres organismes mentionnés par le député.

M. Gilbert: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre dirait-il à la Chambre s'il a terminé les négociations avec les provinces au sujet des nouveaux principes directeurs pour les logements sociaux? Si oui, quand entreront-ils en vigueur?

L'hon. M. Andras: Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas encore terminé les négociations ou été assurés par chaque province, en termes précis, qu'elle respectera les principes directeurs que nous avons proposés ou la date de leur entrée en vigueur. Mais, comme je l'ai dit l'autre jour, d'après notre première impression, nous sommes portés à croire que l'affaire procédera sans heurts et sans délais.

LES AFFECTATIONS À LA RÉNOVATION URBAINE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai à poser une question supplémentaire. Étant donné que la somme de 200 millions de dollars devait tout d'abord servir à des projets expérimentaux d'habitation pour les familles à faible revenu, et que la rénovation urbaine a des répercussions dans ce domaine, le ministre songe-t-il à consacrer cette année une partie des 200 millions de dollars aux projets de rénovation urbaine?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Non, monsieur l'Orateur. En effet, la rénovation urbaine a des incidences sur l'habitation des familles à faibles revenus, incidences, hélas, regrettables au Canada aujourd'hui.

M. Alexander: Une autre question supplémentaire. Sauf erreur, le ministre a dit que la rénovation urbaine a des incidences regrettables sur certaines régions. Je me permets de signaler que plusieurs régions ont soumis au ministre de plus amples projets de rénovation urbaine, notamment la ville de Hamilton. Le ministre est-il disposé à accueillir favorablement, de la ville de Hamilton, une demande de 1.5 million de dollars?

L'hon. M. Andras: J'en doute, monsieur l'Orateur. J'ai discuté de la question avec le maire et avec une délégation de la ville de Hamilton. Nous examinons cependant la proposition et je leur communiquerai ma décision d'ici peu.